

Table des matières

Avant-propos	1
--------------------	---

Partie I - Les modes alternatifs aux financements bancaires

1. Le financement du cycle d'exploitation	3
1.1. Le crédit consenti par les fournisseurs	3
1.2. Le financement des besoins liés aux délais de règlements des clients	4
1.3. Privilégiez certains modes de paiement et mobilisez vos créances !	5
1.3.1. La LCR (lettre de change relevé)	5
1.3.2. Le billet à ordre	5
1.3.3. Le prélèvement bancaire (SEPA)	6
1.3.4. Le virement bancaire	6
1.3.5. La carte bancaire	7
1.3.6. Un mode de paiement est à éviter si possible : le chèque !	7
1.4. L'affacturage	8
1.5. Les comptes courants d'associés ouverts	9
2. Le financement du cycle d'investissement	11
2.1. Le financement des investissements par ses propres ressources	11
2.1.1. L'autofinancement	11
2.1.2. L'augmentation interne de capital	12
2.1.3. Les comptes courants d'associés bloqués	13
2.1.4. Les prêts d'honneur	13
2.2. Le financement des investissements par des ressources externes	14
2.2.1. Le capital-risque	15
2.2.2. Les obligations convertibles	16
2.2.3. Le crédit-bail ou leasing mobilier	17
2.2.4. Le crédit-bail immobilier	18
2.2.5. L'adossement Bpifrance	19
2.2.6. Panorama récapitulatif des moyens de financement des capitaux permanents (dits « haut de bilan »)	24

Partie II - Les quatre brèches au monopole bancaire

1. Les prêts interentreprises	25
1.1. Qui peut prêter ?	25
1.2. Les quatre conditions à remplir par l'entreprise prêteuse	25
1.3. Qui peut emprunter ?	26
1.4. Formalisme et contrôle	27
1.5. Avantages et inconvénients	28
1.5.1. Avantages	28
1.5.2. Inconvénients	28
2. Le financement participatif	30
2.1. Présentation	30
2.1.1. Les plates-formes de dons, avec ou sans contreparties financières ..	30
2.1.2. Les plates-formes de prêts favorisent le financement de projets via des prêts gratuits ou rémunérés	30
2.1.3. Les plates-formes d'investissement permettent le financement d'un projet entrepreneurial via la souscription de titres de capital ou de créance dont la contrepartie est la participation aux éventuels bénéfices du projet	31
2.2. Cadre juridique	31
2.3. Fonctionnement	32
2.4. Quelles sont les principales plates-formes ?	33
2.5. Fiscalité du financement participatif	35
2.5.1. Fiscalité en cas de don	35
2.5.2. Fiscalité en cas de prêt	35
2.5.3. Fiscalité en cas de participation au capital	37
3. Les minibons	38
3.1. Présentation	38
3.2. Cadre juridique et fonctionnement	38
4. Prêts accordés par un fonds d'investissement alternatif	40

Partie III - Les accompagnements, aides, subventions, etc.

1. Les accompagnements gratuits	42
1.1. Les correspondants TPE de la Banque de France	42
1.2. La médiation du crédit	43
2. La collecte de fonds auprès de votre entourage	45
2.1. Le don familial	45
2.2. La souscription au capital de TPE-PME	46
3. Les aides à l'investissement et au développement	48
3.1. Tableau synthétique des prêts pour l'investissement et le développement	48
3.2. Les garanties	49
3.2.1. Garanties Bpifrance pour le développement des PME	49
3.2.2. Garanties de la SIAGI	49
3.3. Les aides et subventions	50
3.3.1. Aides du Fisac	50
3.3.2. Subventions sectorielles	51
4. Les aides publiques et concours	52
4.1. Aides publiques en cas de difficulté d'une entreprise	52
4.2. Aides pour un investissement immobilier	52
4.3. Allégements fiscaux	52
4.4. Aides des collectivités régionales et locales	53
4.5. Aides des grands programmes européens	54
4.6. Aides aux femmes qui entreprennent	54
4.7. Aides aux jeunes entrepreneurs	56
4.8. Concours	56